

## **Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne**

### *Convention collective de travail du 2 mai 2022*

Octroi de jours de congé extralégaux supplémentaires pour les institutions subventionnées par l'ONE et ressortissant à la Sous-commission paritaire 329.02 pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne

### CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

#### Article 1er. Employeurs

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs qui remplissent cumulativement les conditions suivantes :

- ressortir à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne;
- bénéficier d'une subvention de type 2 accordée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour la mise en œuvre de projet(s) d'accueil sur la base de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 modifiant l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (ci-dessous "l'arrêté").

#### Art. 2. Travailleurs

Par "travailleurs", on entend : les ouvriers et employés, masculins et féminins liés par un contrat de travail à l'employeur et affectés pour tout ou partie de leur temps de travail à un projet d'accueil extra-scolaire de type 2 subventionné par l'ONE en application de l'arrêté.

### CHAPITRE II.

#### *Congés extralégaux*

#### Art. 3. Principes généraux

§1<sup>er</sup>. Les parties conviennent d'octroyer annuellement, à partir de l'année 2021 :

- 1 jour de congé extralégal supplémentaire, en régime de travail de 5 jours par semaine, en sus des 20 jours légaux de vacances annuelles, et des 4 jours de congés supplémentaires extralégaux prévus par la CCT du 26 juin 2018 (146846).
- 1 jour de congé extralégal supplémentaire pour les travailleurs de 45 ans et plus, en sus des jours de congés prévus au premier tiret.

§2. En cas d'occupation à temps partiel, le bénéfice du volume horaire correspondant à 1 jour de congé s'en trouve proratisé sur la base du régime de travail.

#### Art. 4. Situation existante

§1. Le volume de congé supplémentaire prévu à l'article 3, paragraphe premier, 1<sup>er</sup> tiret, ne se cumule pas aux jours supplémentaires déjà octroyés dans l'institution ou le service pour autant que le total des jours de congé pour un travailleur à temps plein soit de minimum 25 jours :

1. Si l'employeur octroie moins de 25 jours de congé au total pour un travailleur à temps plein, il augmente ce volume jusqu'à atteindre le volume de congé prévu à l'article 3, paragraphe premier.
2. Si l'employeur octroie déjà un volume de congé de minimum 25 jours correspondant à celui prévu à l'article 3, paragraphe premier, aux 20 jours de congé légaux, aux 4 jours de congé sectoriels prévu par la CCT du 26 juin 2018 (146846) et à des jours extralégaux propres à l'institution ou au service, il en reste à ce nombre de jours.

Dans le second cas, une concertation sociale est organisée au sein des organes de concertation de l'institution ou à défaut avec les travailleurs afin d'affecter les moyens financiers dédiés au financement de la mesure "congés" à une mesure ayant pour but de diminuer l'impact de l'intensité de travail, d'améliorer l'accès à la formation, et de soutenir des mesures de renforcement du bien-être au travail des travailleurs.

§2. Le volume de congé supplémentaire prévu à l'article 3, paragraphe premier, 2<sup>e</sup> tiret, ne se cumule pas aux jours supplémentaires déjà octroyés dans l'institution ou le service pour autant que le total des jours de congé pour un travailleur à temps plein de plus de 45 ans soit de minimum 26 jours :

1. Si l'employeur octroie moins de 26 jours de congé au total pour un travailleur à temps plein de plus de 45 ans, il augmente ce volume jusqu'à atteindre le volume de congé prévu à l'article 3, paragraphe premier.
2. Si l'employeur octroie déjà un volume de congé de minimum 26 jours correspondant à celui prévu à l'article 3, paragraphe premier, aux 20 jours de congé légaux, aux 4 jours de congé sectoriels prévu par la CCT du 26 juin 2018 (146846) et à des jours extralégaux propres à l'institution ou au service, il en reste à ce nombre de jours.

Dans le second cas, une concertation sociale est organisée au sein des organes de concertation de l'institution ou à défaut avec les travailleurs afin d'affecter les moyens financiers dédiés au financement de la mesure "congés" à une mesure ayant pour but de diminuer l'impact de l'intensité de travail, d'améliorer l'accès à la formation, et de soutenir des mesures de renforcement du bien-être au travail des travailleurs.

#### Art. 5. Modalités

§1<sup>er</sup>. En ce qui concerne le jour de congé extralégal supplémentaire octroyé aux travailleurs, tel que visé à l'article 3<sup>f</sup>, premier tiret, il est octroyé selon les mêmes modalités que celles reprises dans la CCT du 26 juin 2018 déterminant les conditions de travail pour les institutions subventionnées par l'ONE et ressortissant à la sous-Commission Paritaire 329.02 pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone de la Région wallonne.

\* §4,

§2. En ce qui concerne le jour de congé extralégal supplémentaire octroyé aux travailleurs, tel que visé à l'article 3, paragraphe premier, second tiret, il est octroyé aux travailleurs qui en bénéficient l'année au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 45 ans.

§3. Les congés promérités en 2021 selon les modalités de l'article 4 peuvent être pris jusqu'au 31 décembre 2022.

### CHAPITRE III. *Embauche compensatoire*

#### Art. 6. Embauche compensatoire

Il est prévu une subvention compensatoire pour financer le volume de congé supplémentaire visé à l'article 3, versée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, permettant, si cela est possible une embauche compensatoire.

Pour l'année 2021, vu la signature tardive de la présente convention, l'embauche compensatoire est réputée complète.

#### CHAPITRE IV. *Dispositions finales*

Art. 7. La présente convention collective de travail entre en vigueur avec effet rétroactif le 1er janvier 2021.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de 12 mois, notifié par une lettre recommandée à la poste, adressée à la présidente de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

## **Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest**

### *Collectieve arbeidsovereenkomst van 2 mei 2022*

Toekenning van bijkomende dagen extralegale vakantie voor de instellingen die door ONE worden gesubsidieerd en onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité 329.02 voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest

### HOOFDSTUK I. *Toepassingsgebied*

#### Artikel 1. Werkgevers

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die cumulatief voldoen aan de volgende voorwaarden:

- deel uitmaken van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest
- een subsidie van het type 2 ontvangen die wordt toegekend door het Office de la Naissance et de de l'Enfance voor de tenuitvoerlegging van één of meerdere opvangprojecten op basis van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017 tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vastlegging van de toepassingsmodaliteiten van het Decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (hierna "besluit")

#### Art. 2. Werknemers

Onder "werknemers" wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden die door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn aan de werkgever en voor hun volledige of gedeeltelijke arbeidstijd toegewezen worden aan een project voor buitenschoolse opvang van het type 2 dat wordt gesubsidieerd door de ONE met toepassing van het besluit.

### HOOFDSTUK II. *Extralegale vakantie*

#### Art. 3. Algemene principes

§1. De partijen komen overeen om jaarlijks toe te kennen, met ingang van het jaar 2021:

- 1 bijkomende, extralegale verlofdag, in een arbeidsregeling van 5 dagen per week, bovenop de 20 jaarlijkse wettelijke vakantiedagen en de 4 bijkomende extralegale verlofdagen waarin voorzien is door de CAO van 26 juni 2018 (146846).
- 1 bijkomende, extralegale verlofdag voor de werknemers van 45 jaar en ouder bovenop de verlofdagen waarin is voorzien in het eerste streepje.

§2. In geval van deeltijdse tewerkstelling wordt het recht op het uurvolume dat overeenstemt met 1 verlofdag, proportioneel berekend op basis van de arbeidsregeling.

#### Art. 4. Huidige toestand

«§1. Het in artikel 3, eerste paragraaf, 1<sup>ste</sup> streepje vastgestelde extra verlof kan niet worden gecumuleerd met de extra dagen die reeds in de instelling of de dienst zijn toegekend voor zover het totale aantal verlofdagen toegekend aan een voltijdse werknemer ten minste 25 dagen bedraagt:

1. Indien de werkgever in totaal minder dan 25 verlofdagen toekent voor een voltijdse werknemer, verhoogt hij dit aantal tot het aantal verlofdagen dat wordt bedoeld in artikel 3, eerste paragraaf is bereikt.
2. Indien de werkgever reeds minstens 25 dagen vakantie toekent, aantal dat overeenkomt met het in artikel 3, eerste paragraaf bedoelde aantal, de 20 wettelijke verlofdagen, de 4 sectorale verlofdagen waarin wordt voorzien door de CAO van 26 juni 2018 (146846) en de extralegale dagen die eigen zijn aan de instelling of de dienst, blijft hij op dit aantal dagen.

In het tweede geval wordt een sociaal overleg gepleegd binnen de overlegorganen van de instelling of, bij ontstentenis, met de werknemers om de financiële middelen voor de financiering van de “verlofmaatregel” toe te wijzen aan een maatregel die tot doel heeft de impact van de arbeidstensiteit te verminderen, de toegang tot opleiding te verbeteren en maatregelen te ondersteunen om het welzijn van de werknemers op het werk te bevorderen.

§2. Het in artikel 3, eerste paragraaf, 2<sup>e</sup> streepje vastgestelde extra verlof kan niet worden gecumuleerd met extra dagen die reeds in de instelling of de dienst zijn toegekend voor zover het totale aantal verlofdagen toegekend aan een voltijdse werknemer ouder dan 45 jaar ten minste 26 dagen bedraagt:

1. Indien de werkgever reeds minstens 26 dagen vakantie toekent, aantal dat overeenkomt met het in artikel 3, eerste paragraaf bedoelde aantal, de 20 wettelijke verlofdagen, de 4 sectorale verlofdagen waarin is voorzien door de CAO van 26 juni 2018 (146846) en de extralegale dagen die eigen zijn aan de instelling of de dienst, blijft hij op dit aantal dagen.
2. Indien hij in totaal minder dan 26 verlofdagen toekent voor een voltijdse werknemer die ouder is dan 45, verhoogt hij dit aantal tot het in artikel 3, eerste paragraaf bedoelde aantal verlofdagen is bereikt.

In het ~~eerste~~ geval wordt een sociaal overleg gepleegd binnen de overlegorganen van de instelling of, bij ontstentenis, met de werknemers om de financiële middelen voor de financiering van de “verlofmaatregel” toe te wijzen aan een maatregel die tot doel heeft de impact van de arbeidstensiteit te verminderen, de toegang tot de opleiding te verbeteren en maatregelen te ondersteunen om het welzijn van de werknemers op het werk te bevorderen.

#### Art. 5. Voorschriften

§1. Wat de bijkomende extralegale verlofdag betreft die wordt toegekend aan de werknemers, zoals bedoeld in artikel 3<sup>e</sup>, eerste streepje, deze wordt toegekend volgens dezelfde modaliteiten als die welke opgenomen zijn in de CAO van 26 juni 2018 tot bepaling van de arbeidsvoorwaarden voor de instellingen die gesubsidieerd zijn door het ONE en die ressorteren onder het Paritair Subcomité 329.02 voor de socioculturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waals Gewest.

~~§1,~~

§2. Wat de in artikel 3, eerste paragraaf, tweede streepje, bedoelde bijkomende extralegale verlofdag voor werknemers betreft, deze wordt toegekend aan de werknemers die ervoor in aanmerking komen in het jaar waarin ze de leeftijd van 45 jaar hebben bereikt.

§3. De volgens de modaliteiten van artikel 4 in 2021 verworven verlofdagen kunnen worden opgenomen tot 31 december 2022.

### HOOFDSTUK III. *Compenserende aanwerving*

#### Art. 6. Compenserende aanwerving

Om het bijkomende verlofvolume dat wordt bedoeld in artikel 3 te financieren, wordt er voorzien in een compenserende subsidie die wordt gestort door het Office de la Naissance et de l'Enfance, met het oog op een compenserende aanwerving indien dit mogelijk is.

Voor het jaar 2021 worden, gezien de late ondertekening van deze overeenkomst, de compenserende aanwervingen geacht te zijn voltooid.

### HOOFDSTUK IV. *Slotbepalingen*

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt met terugwerkende kracht in werking op 1 januari 2021.

Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur en kan worden opgezegd door elk van de partijen mits inachtneming van een opzeggingstermijn van 12 maanden die via een bij de post aangetekend schrijven wordt betekend en gericht wordt aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.